

## « Le résultat des régionales, une bonne nouvelle pour l'Europe »

Par Denis MacShane\*

(*Le Monde*, 24 mars 2010)

**L'**humiliante défaite que vient de subir le bruyant et suffisant président français Sarkozy résonnera bien au-delà de l'Hexagone. Jamais depuis la création de la V<sup>e</sup> République, en 1958, le porte-étendard de la droite n'aura perdu aussi vite un si grand nombre de voix. En 2007, lorsque l'UMP le porta à l'Élysée en lui assurant une majorité confortable à l'Assemblée nationale, Nicolas Sarkozy semblait incarner la continuation de la facile domination de la droite française.

Les socialistes étaient encore tétanisés de s'être fait reléguer en troisième position par le fascisme light du Front national de Jean-Marie Le Pen lors de l'élection présidentielle de 2002. Le PS semblait promis à une longue période d'opposition tandis que Sarkozy, tel un Napoléon démocratique, exerçait son contrôle personnel tous azimuts. Mais cette droite qui parle bien - et Sarkozy est un virtuose de la parole - mais ne produit pas de résultats est en train de perdre la faveur des électeurs.

Sarkozy a dépêché dix de ses ministres pour être tête de liste dans ces élections cruciales de mi-mandat, et ils ont tous mordu la poussière. Même la riche et bourgeoise région Ile-de-France a dit non à Sarko.

Comme à son habitude, la presse britannique est restée obnubilée par l'aspect le moins intéressant de la politique française - les potins sur l'état de sa relation avec sa femme, Carla Bruni. Mais, à l'image de la suprême indifférence manifestée par l'électorat britannique à l'égard de la compétition entre Sarah (Brown) et Samantha (Cameron) qui remplit actuellement les pages de nos journaux, l'électeur français s'est contenté de jauger le premier conservateur de France et a estimé qu'il n'était peut-être pas à la hauteur de la tâche.

Le système électoral français a également donné un puissant élan à la fille de Le Pen, Marine, qui a enfoncé le MoDem - l'équivalent français de nos démocrates-libéraux -, ainsi qu'aux divers partis de gauche qui croient à leur propre discours de dénonciation d'un parti socialiste de plus en plus social-démocrate. Comme ailleurs en Europe, le nationalisme populiste qui assimile la mondialisation à la présence d'immigrés, notamment musulmans, a le vent en poupe.

Sarkozy a tenté de s'approprier la rhétorique antibanque et anticapitaliste de la crise actuelle, mais il se montre incapable de traduire ce langage en actes concrets. Les multinationales françaises telles qu'EDF ou Peugeot ont besoin d'un commerce ouvert. La France tolère la présence sur son sol du paradis fiscal monégasque tout en faisant la morale à la Suisse ou à la City sous prétexte qu'elles dissimuleraient de l'argent. Les paysans français souhaiteraient interdire l'importation de haricots mange-tout africains mais ne veulent pas entendre parler d'une limitation des exportations de foie gras ou de bordeaux.

Sarkozy n'a pas la moindre idée de la façon de résoudre ces contradictions. Il a passé trente ans comme politicien en campagne permanente, mais aucun système de valeurs n'étaye cette énergie frénétique. De Gaulle a reconstitué la France en tant que nation. Mitterrand a fait de la

France un des moteurs de l'Europe. Sarkozy n'a rien accompli.

Sa politique étrangère est passée de la critique virulente de la Russie de Poutine et de son bilan en matière de droits de l'homme, dont notamment les attaques du Kremlin contre la liberté de la presse, à la recherche actuelle d'une relation spéciale avec Moscou qui se fonde sur la vente de quatre navires militaires sophistiqués de classe Mistral à la Russie, vente qui contribuera à déstabiliser le délicat équilibre prévalant sur la mer Baltique et la mer Noire entre la Russie et ses anciennes colonies de l'ère soviétique.

Sitôt élu, Sarkozy s'était précipité pour aller passer des vacances avec George W. Bush. Aujourd'hui, il voudrait être le "copain" européen d'Obama, alors que Washington est atterré par la cacophonie bruxelloise de l'Union européenne post-traité de Lisbonne et voudrait voir l'Europe parler d'une seule voix plutôt que d'obliger Obama à recevoir une noria de quémandeurs européens incapables d'aplanir leurs différends et de faire fonctionner correctement le Vieux Continent.

Bien entendu, les élections de mi-mandat n'ont rien de définitif. Les socialistes sont à nouveau en lice en tant que parti. Mais ils n'ont toujours ni programme, ni orientation, ni candidat à la présidentielle de 2012. La gauche est anti-Sarko et c'est également le cas de la France aujourd'hui. La promesse d'un printemps du socialisme en France pourrait s'avérer n'être qu'une vaine flatterie. Il n'en reste pas moins que Sarkozy ne paraît plus imbattable. Ce n'est pas tout à fait Napoléon en Russie, mais la politique française recèle désormais des possibilités qui façonneront la prochaine étape de l'histoire européenne.

*(Traduit de l'anglais par Gilles Berton.)*

\* Denis MacShane est député travailliste britannique, ancien ministre des affaires européennes dans le gouvernement de Tony Blair (2002-2005).